

***LES DILEMMES DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DES ETATS-UNIS
D'AMERIQUE AU MOYEN ORIENT :
PROMOTION DE LA DEMOCRATIE OU RISQUE DE DESTABILISATION DU
MONDE ARABO-MUSULMAN ?***

De la promotion de la démocratie à l' incitation à la haine.

**Mémoire de géopolitique
du Capitaine de Frégate Mustapha LOUDIYI
dans le cadre du séminaire « Géopolitique des Etats-Unis d'Amérique »**

Directeur : Pr. Nicolas KESSLER

12 MARS 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Les dilemmes de la politique extérieure des Etats-Unis d'Amérique au Moyen Orient : promotion de la démocratie ou risque de déstabilisation du monde arabo-musulman ?
2. 2007_memoire_geop_dilemmes de la politique US_Loudiyi
3. Capitaine de Frégate, Marine Royale, LOUDIYI Mustapha , Royaume du Maroc
4. 12 mars 2007
5. Division D – groupe D1
6. Mémoire de géopolitique
7. Le bilan des quinze dernières années de « dictature impériale » américaine au Proche Orient est calamiteux. La véritable cause de cette catastrophe stratégique réside dans l'antagonisme des objectifs entre les Etats-Unis et les pays de la région, dans le contexte de la globalisation économique, qui amène une domination de fait des états industrialisés sur le reste du monde. En effet, si le maintien d'une économie américaine forte devient une question de sécurité nationale, Washington ne peut en conséquence concevoir ses relations extérieures qu'en termes de domination. La politique de Washington dans le Proche Orient se distingue donc, par un objectif de puissance très clairement affirmé par le projet dit du Grand Moyen Orient, qui vise la réorganisation de l'ensemble de l'arc régional arabo-musulman, du Maroc à l'Afghanistan, à partir de l'établissement d'un Irak « moderne » et « démocratique » sous l'autorité américaine. Non seulement il est difficile de discerner le rapport avec la réalité de ce projet, qui vise surtout à prendre le contrôle de l'enjeu pétrolier et à rompre l'isolement de la démocratie israélienne en affaiblissant tous les pays arabes susceptibles d'y faire obstacle, mais seule une mobilisation laborieuse de la communauté internationale, par le biais de ces institutions légitimes, est en mesure de résoudre les conflits du moyen Orient. L'entreprise est de taille et la stabilisation de la région n'est pas pour un futur proche. Et le trait le plus marquant de l'éloignement durable des perspectives de paix dans cette région restera la stratégie qui consiste à découpler, encore et toujours, le conflit israélo-palestinien du processus de paix dans les dossiers des autres pays arabes et musulmans.
8. Hégémonie américaine, Nationalisme arabe, Islam, Pétrole, conflit en palestine, Guerre d'Irak, Grand Moyen-Orient, Antiaméricanisme.

*Les dilemmes de la politique extérieure des Etats-Unis d'Amérique au Moyen Orient :
promotion de la démocratie ou risque de déstabilisation du monde arabo-musulman ?*

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PREMIÈRE PARTIE : LES PREMICES DE LA PRESENCE AMERICAINE

DEUXIEME PARTIE : LES PARADOXES D'UNE HYPERPUISSANCE

La Stratégie de Sécurité Nationale

La rupture du 11 septembre

De la dissuasion à l'action préemptive

De l'endiguement au changement de régime

TROISIEME PARTIE : LES DILEMMES DE LA STRATEGIE US

Les inconnues de la politique américaine

Le mensonge Irakien

Le Grand Moyen Orient : un projet très contesté

La stratégie du pétrole

Les Etats-Unis : rôle de médiation ou alignement sur les positions israéliennes

Le poids du Lobby juif

QUATRIEME PARTIE : ECHEC DU CONCEPT D'OUVERTURE A L'ISLAM

Une politique des alliances ou le bras de fer ?

Promotion de la diversité culturelle ou incitation à la haine

Les origines de l'Antiaméricanisme

CONCLUSION

INTRODUCTION

Lorsqu'en 1801, la marine américaine nouvellement créée intervint pour la première fois près des côtes d'Afrique du nord pour protéger ses navires marchands des pirates sévissant dans la région¹, nul ne pouvait soupçonner que, moins de 150 ans après, les États-Unis d'Amérique joueraient un rôle majeur dans l'évolution politique du monde arabo-musulman. Pétrole, guerre froide, conflits israélo-arabes et israélo-palestiniens allaient concorder pour que la première puissance économique au monde mette en place des stratégies de défense de ses intérêts dans l'une des régions les plus sensibles de la planète dès les années 1950.

C'est ainsi qu'à la fin de la guerre froide, les États-Unis ont redéfini une stratégie intégrale visant à leur permettre de demeurer une superpuissance et de faire prévaloir leurs intérêts économiques ; Pierre Hassner et Justin Vaïsse font remonter ce courant aux années 1960 et 1970², mais c'est avec les flottements intellectuels qui suivirent la guerre froide qu'il s'imposa. La géopolitique mondiale est désormais dominée par une superpuissance dont l'objectif est de maîtriser le capitalisme mondial, façonner le marché à sa convenance et faire en sorte que la mondialisation soit une américanisation sur tous les plans. Pour cela, il appartient aux États-Unis d'écarter tout danger qui risquerait de remettre en question leur suprématie.

Dans cette nouvelle donne internationale conçue par (et pour) les États-Unis, le Proche-Orient et le Maghreb occupent une place centrale. Tous les enjeux s'y conjuguent : la question des ressources économiquement vitales, le contrôle des routes stratégiques de l'énergie, l'hégémonie économique et politique. C'est également dans cette région du monde, lors de la première guerre contre l'Irak (1990-1991), qu'a été mis en application pour la première fois le concept nouveau inhérent à cette stratégie : le droit d'être le gendarme du monde que les États-Unis se sont attribués.

Le bilan de ces quinze années de « dictature impériale » américaine est calamiteux. Et ce constat d'échec est une mauvaise nouvelle pour le monde entier, pour ceux qui

¹ En mai 1801, le pacha de Tripoli exigea des États-Unis une augmentation de l'impôt (83 000 \$) que le gouvernement états-unien payait depuis 1796, pour protéger son commerce de la piraterie. Une escadre de l'US Navy fut envoyée sur place. Par le traité de paix signé en 1805, les États-Unis furent libérées de cette obligation.

² Pierre Hassner et Justin Vaïsse, « Washington et le monde : Dilemmes d'une superpuissance », Paris, Autrement, 2003, 171 p.

subissent l'histoire et ses désordres, mais aussi pour les pays qui exercent des responsabilités ou y ont encore une influence. Car nous n'avons pas de puissance de « remplacement », du moins pas encore. Par la faute des Etats-Unis, le monde entier se trouve entraîné dans une catastrophe stratégique dont il nous reste à constater les dégâts.

Sur le front du terrorisme où des moyens importants ont été mis en œuvre, pas toujours de manière coordonnée, les résultats sont inégaux. Il semble toutefois que la chasse aux terroristes et les mesures anti-terroristes ont réussi pour le moment à repousser le danger en lisière des pays occidentaux, alors qu'il continue d'exercer quotidiennement ses ravages dans de nombreuses régions. La menace, même tenue en respect, est donc toujours présente et peut se dévoiler à tout instant sous des formes renouvelées. Ce qui est certain, c'est que la « guerre au terrorisme » est un lamentable échec et que sa mise en œuvre inadéquate, contrairement aux buts escomptés, a beaucoup fait pour étendre celui-ci à toute la région du Moyen Orient où il est maintenant pratiqué de façon systématique.

Sur le front afghan, ouvert en rétorsion aux attentats du 11/9, après une période d'euphorie où les succès politiques et militaires ont bénéficié du repli des talibans dans les zones frontières avec le Pakistan complice, la contre-attaque conduite par ces derniers, réorganisés et réarmés, déstabilise à nouveau ce pays ingouvernable. Il a été le tombeau de l'armée soviétique comme il avait mis les Britanniques en échec il y a un siècle ; il pourrait coûter cher aux forces de l'OTAN (31 000 hommes) lancées dans une très incertaine contre guérilla. L'Afghanistan est emblématique de la nouvelle doctrine qui s'appuie sur un triptyque soi-disant pacificateur : un pouvoir politique « parachuté » et complaisant, des forces de sécurité importées de l'organisation militaire occidentale qu'est l'OTAN ; un nombre considérable d'Organisations Non Gouvernementales (ONG) diverses chargées de l'assistance humanitaire immédiate ainsi que de la reconstruction d'un pays ravagé ; chacune de ces obédiences obéissant à ses propres mentors et suivant ses propres objectifs. Ce système, on le voit, est aussi coûteux qu'inefficace, voire contre productif.

L'Irak, par ailleurs, est un désastre quotidien. Il serait vain de ressortir tous les signaux d'alarme qui avaient été clairement envoyés aux Américains tout au long de l'hiver 2002-2003, alors qu'ils cherchaient à donner une légitimité internationale à leurs intentions agressives à l'égard de l'Irak de Saddam Hussein. Après leur « triomphe sans gloire » du printemps 2003, de nombreux avertissements leur avaient été prodigués qui

allaient tous dans le même sens : après cette victoire éclair, la vraie guerre va commencer ! Plus de trois ans après cette catastrophe annoncée, le rapport Baker vient d'en reconnaître la réalité, contraignant Washington à « changer de stratégie »¹. Mais cette formule n'a pas d'autre sens que d'admettre que l'engagement irakien était une erreur et que, pour la corriger, il faut retirer ses forces de ce pays. Ce qui paraît délicat dans la situation actuelle, sauf à livrer le pays à la guerre civile, laquelle mènera à l'éclatement puis à la partition ; si celle-ci s'avère inéluctable, elle aura des répercussions sur tous les pays environnants - Iran, Syrie, Turquie notamment - et ouvrira la porte à de nouveaux et longs conflits. Et tout cela dans une forte odeur de pétrole dont les gisements mésopotamiens sont plus stratégiques que jamais et dont personne n'ignore qu'ils sont la cause profonde de l'intervention américaine. Les Etats-Unis sont donc pris au piège irakien en même temps qu'ils contribuent à plonger la région dans le chaos.

Quant au conflit israélo-palestinien, dont le monde s'accorde à reconnaître qu'il est la matrice des désordres dans le monde arabo-musulman, il ne peut que se radicaliser encore après l'échec de Tsahal en juillet 2006 au Sud Liban, considéré par les partis extrémistes comme une victoire fondatrice et prometteuse d'une modification du rapport de force dans la région. Cette évolution, défavorable à Israël, devrait l'inciter à revenir à la table des négociations avant que ne soient réunies les conditions d'une nouvelle guerre israélo-arabe, beaucoup plus hypothétique que les cinq précédentes.

Ce bref tour d'horizon n'a pas pour but d'établir un réquisitoire anti-américain, en soi stérile, mais plutôt de mettre en lumière trois éléments essentiels pour la suite : la gravité de la dégradation de la situation mondiale d'abord, la responsabilité d'une stratégie totalement désaccordée des réalités ensuite, la perte de crédibilité des Etats-Unis - au moins au Moyen Orient - pour la solution des conflits enfin. En effet, l'Occident apparaît aujourd'hui, aux yeux du monde arabe sous les seuls visages de l'agression américaine en Irak et de la persécution des Palestiniens dans les territoires occupés, et tandis qu'au nom de la lutte contre le terrorisme les libertés démocratiques les plus fondamentales sont bafouées (USA Patriot Act², traitement humiliant infligé aux prisonniers arabes dans les

¹ Dans son rapport rédigé sur le Moyen Orient et l'Irak et remis au Président Bush et au congrès au début de Décembre 2006, James Baker, ancien Secrétaire d'Etat Américain, préconise un changement de la stratégie américaine en Irak par un retrait de ses forces présentes dans le pays, associé à une ouverture diplomatique en direction de la Syrie et de l'Iran, pour tenter de sortir de la crise régionale.

² (Qui signifie Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism act, en Français, loi pour unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés

prisons américaines ...), les dirigeants arabes et musulmans peinent à instaurer leurs politiques de développement, et au delà même, toute tentative de rapprochement du monde occidental, surtout des Etats-Unis, est perçue comme une trahison de la cause arabe et soulève la colère et l'indignation au sein de leurs opinions publiques. Les conséquences directes en sont un anti-américanisme virulent au sein des populations arabes qui contribue au renforcement d'un courant de sympathie envers les mouvements islamistes dont les actions symbolisent la résistance face aux visées expansionnistes des puissances impérialistes.

La politique de Washington au Proche-Orient se distingue par un objectif de puissance très clairement affirmé par le projet dit du Grand Moyen Orient (GMO), qui vise la réorganisation de l'ensemble de l'arc régional arabo-musulman, du Maroc à l'Afghanistan, à partir de l'établissement d'un Irak « moderne » et « démocratique » sous l'autorité américaine. Non seulement il est difficile de discerner le rapport avec la réalité de ce projet, qui vise surtout à prendre le contrôle de l'enjeu pétrolier et à rompre l'isolement de la démocratie israélienne en affaiblissant tous les pays arabes susceptibles d'y faire obstacle, mais il est évident, qu'il est au contraire un facteur déstabilisant et porteur des plus dramatiques menaces.

L'objectif de cette étude est de présenter, sur les bases d'une analyse historique, les objectifs réels de la nouvelle stratégie américaine au Moyen-Orient, de faire ressortir ses grands dilemmes à savoir la prédominance des enjeux pétroliers et de la sécurisation de la position israélienne sur une politique réelle sensée être source de stabilité politique et de développement socio-économique, pour enfin en tirer les conséquences désastreuses sur la stabilité régionale et sur les gouvernements arabes modérés qu'elle ne cesse d'affaiblir.

1^{ere} PARTIE :

LES PREMICES DE LA PRESENCE AMERICAINE :

La forte présence des Etats-Unis au Moyen-Orient est relativement récente. Elle n'a commencé qu'après la Seconde Guerre mondiale, lorsque sont apparus les deux principaux intérêts américains dans la région : l'Etat d'Israël et la dépendance envers le pétrole du Moyen-Orient. En effet, dès l'instant où la dépendance pétrolière et le

pour déceler et contrer le terrorisme.). Loi américaine qui a été votée par le congrès des Etats-Unis et signée par le Président Bush le 26 Octobre 2001.

nationalisme sioniste sont devenus des réalités, ils donnèrent lieu à un très délicat numéro d'équilibriste. George C. Marshall, secrétaire d'Etat en 1948¹, n'a cessé de marteler que la reconnaissance du nouvel Etat d'Israël menacerait les intérêts stratégiques et pétroliers américains dans le golfe Persique. Ce sont les conseillers politiques de Truman, sensibles au sort des juifs dans l'Europe nazie, et l'influence croissante de la communauté juive américaine qui réussirent à convaincre un président politiquement vulnérable que le risque valait la peine d'être couru.

Cependant, après la création de l'Etat hébreu, en mai 1948, les Etats-Unis menèrent une politique prudente en refusant de fournir des équipements militaires à Israël. En 1956, lors de la malheureuse campagne de Suez, ils exercèrent une pression considérable pour contraindre les forces israéliennes à se retirer du territoire égyptien. Pendant ce temps, Washington aidait la compagnie nationale saoudienne (ARAMCO), à mettre en valeur les ressources pétrolières du Royaume, tandis que les forces américaines acquéraient progressivement des droits d'accès aux aérodromes et aux autres installations du pays.

Ainsi, n'ayant pas à porter le fardeau d'une relation impériale ou coloniale, les Etats-Unis purent aborder le Moyen-Orient à travers un prisme strictement stratégique et agir sur la base de ce qu'ils percevaient comme leurs intérêts, dans une région où les attitudes locales leur étaient, au départ, favorables.

Par ailleurs, en réagissant brutalement contre l'aventure de Suez, les Etats-Unis mirent fin aux dernières prétentions impériales de la France et de la Grande-Bretagne. Toutefois, lorsque cette posture d'olympienne neutralité ne permettait pas d'endiguer l'influence soviétique, Washington lui préférait un style de riposte plus direct. Ce fut le cas lors de la première intervention américaine au Liban en 1958, le président Eisenhower déclara que les Etats-Unis recourraient à la force pour prévenir toute agression communiste contre des gouvernements pro-occidentaux au Moyen-Orient. Ordre fut ainsi donné aux Marines de débarquer à Beyrouth pour soutenir le gouvernement de Camille Chamoun, en butte à une tentative syro-égyptienne visant à attirer le Liban dans l'orbite nassérienne. Le déploiement américain permit à Chamoun et à ses partisans de déjouer les manoeuvres de leurs adversaires.

¹ Sous l'Administration du Président Harry Truman.

C'est ainsi que l'Amérique conserva néanmoins, pendant plusieurs années, une attitude de prudente réserve envers la région. Mais, en juin 1967, la guerre des Six Jours mit fin à cette neutralité. Non seulement elle mobilisa les Juifs américains, mais aussi, elle montra clairement que la persistance du conflit israélo-arabe profitait à la position soviétique dans la région et risquait de menacer l'accès américain au pétrole saoudien. La guerre du Kippour, en octobre 1973, ne fit que renforcer ces inquiétudes.

Les crises des années 70 régirent l'approche américaine envers le Moyen-Orient durant le dernier quart du siècle. Cette politique comportait divers éléments :

- une importante aide à l'Égypte, base du compromis interétatique arabo-israélien ;
- un soutien tacite à l'Irak dans sa guerre contre l'Iran, puis un retournement anti-irakien après l'invasion du Koweït en 1990 qui conduisit au renversement de Saddam Hussein ;
- l'accès à des facilités militaires dans les petits États de la rive arabe du Golfe ;
- et un engagement renouvelé en faveur de la sécurité d'Israël.

Dans tous ces domaines, l'intérêt stratégique était - et demeure - le motif prépondérant.

2^{ème} PARTIE :

LES PARADOXES D'UNE HYPERPUISSANCE

La Stratégie de Sécurité Nationale

L'administration Bush, dans le sillage des attentats du 11 septembre 2001, a redéfini profondément la stratégie de sécurité nationale en fonction de ce que Washington percevait comme les deux grandes menaces de l'après-guerre froide : la prolifération des armes non conventionnelles et le terrorisme islamiste transnational. Quant aux moyens, elle annonce que les États-Unis n'hésiteront pas à agir militairement de manière préventive pour faire face à ces menaces.

Cet aspect a fait couler beaucoup d'encre. Mais le document publié par la Maison-Blanche à la fin de l'année 2002¹, et de nombreux discours prononcés depuis², affirment très fortement que la promotion de la démocratie, du respect des droits de l'homme, du

¹ La Doctrine Bush a été énoncée pour la première fois le 20 septembre 2002, dans un document de politique intitulé « *The National Security Strategy of the United States of America* »

² Thème central de la pensée des néo-conservateurs, l'« expansion de la démocratie et la guerre contre l'axe du mal » deviennent les objectifs officiels de la politique américaine à partir du discours de George W. Bush devant le Congrès en janvier 2002, durant lequel il pointe du doigt les pays dit de l'Axe du Mal qui seraient principalement l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord.

droit international et de l'économie de marché, partout où ils sont absents ou déficients, fait partie intégrante de la stratégie de sécurité nationale. Les Etats qui soutiennent le terrorisme ou développent des programmes d'armements non conventionnels sont les ennemis des Etats-Unis ; les régimes oppressants, parce qu'ils créent les conditions politiques et économiques du terrorisme, représentent en soi des dangers. Contre les uns et les autres, la « doctrine Bush » affirme que l'Amérique mettra en oeuvre tout l'éventail de ses moyens.

La rupture du 11 septembre :

La politique américaine à l'égard du monde arabe passe par la mise en pratique des trois constantes qui garantissent l'aboutissement de trois objectifs-phares : la préservation des intérêts d'Israël, la mise en difficulté de l'URSS et le maintien des intérêts pétroliers régionaux. En effet, l'encouragement de la politique de l'Etat hébreu durant la guerre civile du Liban (1975-1990), le soutien à l'Irak dans sa guerre contre l'Iran (1980-1988) ou encore la guerre du Golfe de 1991 répondent en grande partie à ces logiques respectives.

Mais l'ensemble de cette stratégie évacue néanmoins le principal pôle de déstabilisation de la région : le conflit israélo-arabe, qui ne connaît pas d'issue favorable en dépit de divers investissements américains concrets quoique pas suffisamment déterminés sur la question. Ainsi, quand interviennent les événements du 11-Septembre, c'est à un report *sine die* de ce conflit que l'on assiste, au profit de la consolidation par Washington d'une politique moyen-orientale qui fait la part belle à une coercition déstabilisante plus que constructive, comme le prouve le chaos qui s'est installé en Irak depuis son invasion en mars 2003.

Les événements du 11 septembre ont conduit les Etats-Unis à redéfinir leur stratégie à l'égard du Moyen-Orient dans un sens plus interventionniste. Passant de la dissuasion à l'action préemptive et de l'endiguement au changement de régime, l'Amérique réaffirme sa puissance et unit son intérêt particulier et la propagation de ses valeurs universelles ⁽¹⁾.

De la dissuasion à l'action préemptive¹

A Washington, le 11 septembre illustre d'abord la nécessité de rompre avec la doctrine de dissuasion héritée de la Guerre Froide. Le principe de destruction mutuelle assurée garantissait la sécurité des Etats-Unis car il était fondé sur la localisabilité des

¹ William Kristol, Lawrence Kaplan : Notre route commence à Baghdad. Saint-Simon, 2003

adversaires, un comportement privilégiant la conservation de soi, le faible nombre d'adversaires (seuls l'URSS voire la Chine étaient menaçants) et leur structure de commandement centralisée. Or, ces hypothèses sont rendues caduques par les événements du 09/11. Désormais, la conjonction du radicalisme et de la technologie, de même que l'interaction entre terrorisme et états-voyous, contraignent à un changement de doctrine pour faire face à des menaces asymétriques.

Pour les américains donc, la prolifération d'armes de destruction massive (armes NBC : Nucléaires, Biologiques, Chimiques) multiplie le risque que s'en procurent des organisations terroristes ou bien des Etats voyous, c'est-à-dire des Etats despotiques ne respectant pas les règles internationales comme l'Irak de Saddam Hussein, l'Iran, la Syrie ou la Corée du Nord. Les Etats faibles sont maintenant plus dangereux que les grandes puissances, car la technologie, devenue accessible aujourd'hui, leur permet de compenser leur faiblesse par un armement facile d'accès et au fort potentiel destructeur. Ils peuvent alors menacer directement les Etats-Unis ou ses alliés. Mais ils peuvent également nuire par procuration, en fournissant ces armes à des groupes terroristes. C'était le cas de l'Irak de Saddam Hussein, qui employa des armes chimiques contre l'Iran, grâce à l'aide des Etats-Unis et du reste de la communauté internationale. De plus, son régime laïc soutenait le terrorisme islamiste palestinien, dans la mesure où la divergence idéologique n'exclue pas l'alliance stratégique. Par conséquent, il n'est pas impossible que se soit effectué à terme un rapprochement avec l'Organisation terroriste al-Qaida, comme l'illustre d'ailleurs aujourd'hui la collusion entre Baasistes et Jihadistes en Irak. Un autre pays alliant armes de destruction massive et terrorisme, toujours selon eux, est l'Iran, qui développe un programme nucléaire et soutient le terrorisme du Hezbollah libanais.

Par ailleurs, des Etats faibles peuvent également servir d'abri aux terroristes. Leur structure étatique déliquescence ne leur permet pas d'appliquer le monopole de la violence légitime à l'intérieur de leurs frontières. Ils se trouvent alors en concurrence ou en coopération avec d'autres organisations armées, notamment terroristes. Ce fut par exemple le cas du Soudan qui abrita Ben Laden dans les années 90, mais ce fut surtout le cas de l'Afghanistan des Talibans dont le régime était étroitement imbriqué avec al-Qaida. Ces nouveaux risques imposent alors une extension du concept d'action préemptive, reconnu par le droit international, qui autorise le recours à la force en cas de menace

imminente. Le risque en cas d'inaction est maintenant plus élevé. C'est pourquoi il faut passer d'une logique de stabilité à une logique de changement.

De l'endiguement au changement de régime : une dynamique transformatrice

La doctrine de changement de régime est l'autre élément central de la nouvelle stratégie américaine au Moyen-Orient. Selon eux, Les institutions multilatérales ne suffisent plus à maintenir la paix, car l'existence d'un régime hostile est un danger en soi. De plus, hostilité vis-à-vis de l'extérieur et despotisme à l'intérieur sont liés, comme dans le cas de l'Irak. Au contraire, un Etat démocratique est un facteur de paix, car les démocraties ne se font que rarement la guerre entre elles. En outre, les régimes autoritaires nourrissent l'extrémisme. Il est donc conforme à la fois à l'intérêt particulier des Etats-Unis et à sa mission universelle, de répandre la démocratie. Dès lors, la démocratie se comprend comme étant d'une part une forme de gouvernement, et d'autre part une identité, c'est à dire une appartenance au camp de la démocratie, qui s'oppose au camp de la terreur.

C'est ainsi que l'intervention en Irak s'inscrit dans le projet plus large du Grand Moyen-Orient [MEPI]¹. L'objectif étant de faire de l'Irak un modèle de développement et un moteur de la démocratisation de la région, à l'instar du Japon et de l'Allemagne d'après-guerre. La démocratie d'abord, l'économie de marché ensuite, à travers le projet de zone de libre-échange MEFTA (Middle East Free Trade Area), et enfin un système éducatif rénové sont les trois fondements de cette nouvelle identité moyen-orientale.

En somme, un an après le 11 septembre, l'idée d'une transformation politique profonde du Moyen-Orient s'était affirmée comme un élément central de la stratégie américaine de sécurité. Mais, en dehors des Etats-Unis, bien peu sont disposés à croire que la « grande politique » américaine au Moyen-Orient a effectivement pour but la promotion – fût-elle musclée, fût-elle utilitaire – de la démocratie et de l'économie de marché. La guerre en Irak a été assez largement interprétée comme étant motivée par des objectifs pétroliers. L'ambition de réformer politiquement le Moyen-Orient pourrait-elle n'être qu'une stratégie énergétique déguisée ? On voudrait ici tenter d'apporter quelques éléments de réponse à cette interrogation, en se concentrant sur les obstacles et les difficultés que rencontrent les projets américains au Moyen-Orient.

¹ Middle East partnership initiative, <http://mepi.state.gov/>

3^{ème} PARTIE :

LES DILEMMES DE LA STRATEGIE US

Les inconnues de la politique américaine :

Le groupe des néo-conservateurs, et en particulier quelques responsables civils du département de la Défense autour de Paul Wolfowitz¹, relayés par le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et le vice-président Dick Cheney, ont réussi à convaincre le président Bush que la victoire dans la « guerre contre le terrorisme » passait par le renversement du régime de Saddam Hussein, conçu comme la première étape d'une action politique de grande ampleur visant à « transformer le Moyen-Orient ». Cette guerre a été légitimée devant l'opinion publique nationale et mondiale comme un acte visant à éradiquer une menace directe et pressante ; en fait elle a vraisemblablement été pensée dans une tout autre perspective. Il est certain qu'elle correspond à la mise en oeuvre de la « doctrine Bush », mais il ne s'agit peut-être pas d'une guerre préventive ; il s'agirait plutôt d'une guerre pour la promotion de la démocratie au Moyen-Orient, conçue comme moyen d'agir sur les causes profondes du terrorisme. En d'autres termes, une guerre en vue de transformer un pays en laboratoire politique à vocation régionale.

Si certains, adoptant le discours de l'Administration Bush, considèrent que la politique américaine est défensive, on s'accorde en général à considérer que cette politique relève d'une affirmation brutale de puissance, une démonstration de force. En réalité, le mode de pensée de cette administration se résumait à la fameuse déclaration *“vous êtes avec nous ou vous êtes contre nous”*. En langage diplomatique, on parle d'unilatéralisme, c'est-à-dire une politique de défense des intérêts des États-Unis qui ne s'encombre ni de concertation avec les alliés les plus proches, ni de précautions à l'égard de l'ONU. On peut y voir une tendance de fond répondant à la nécessité de s'appuyer sur une supériorité militaire absolue pour, selon certains, compenser un affaiblissement sur le plan économique, et selon d'autres afin d'empêcher l'émergence de tout concurrent potentiel, par exemple l'Union européenne ou la Chine².

Le choc du 11 septembre, où une société américaine, horrifiée, découvrait sa vulnérabilité face à un monde empli de haine à son encontre - allait précipiter et légitimer

¹ Secrétaire d'Etat Adjoint à la Défense entre 2001 et 2005.

² A. Lieven, « La ligne directrice de la stratégie des États-Unis après la fin de la guerre froide devait être d'empêcher l'émergence de tout concurrent égal à travers le monde », in *Le Débat*, n° 123.

ce projet guerrier. Il ne restait plus à Bush, métamorphosé en général en chef¹, qu'à s'appuyer sur le patriotisme américain pour appeler à la grande croisade contre les forces du mal. Comment expliquer que la solidarité occidentale autour des États-Unis, sans faille au lendemain du 11 septembre, allait rapidement se lézarder pour laisser libre cours aux doutes et aux oppositions ? Alors que la guerre contre l'Afghanistan des Talibans a pu paraître une réponse adaptée au 11 septembre, celle contre l'Irak, a été perçue comme un détournement du combat contre le terrorisme, une guerre d'agression aux motivations opaques et dont les risques ont immédiatement été jugés considérables.

Mais le terrorisme n'étant pas le communisme, ni l'Irak l'URSS, c'est bien d'un dérapage qu'il s'agit. Les critiques issues du sein même des sphères dirigeantes américaines portent sur le constat que le détournement de la guerre de l'Afghanistan vers l'Irak s'est fait au détriment de la lutte contre le terrorisme. D'où le constat d'un hiatus énorme entre, d'une part, une détermination du gouvernement américain d'engager cette guerre contre l'Irak, et d'autre part une impossibilité d'obtenir une explication sur ses motivations réelles.

Le mensonge Irakien

La guerre contre l'Irak, programmée dès le mois de septembre 2002, entre sans aucun doute dans la stratégie globale des États-Unis. Dès lors, il est possible de mieux comprendre l'incroyable acharnement et les méthodes les plus discutables qu'ils ont utilisées pour en finir avec ce pays.

D'une part la première motivation pour l'occupation rentre dans le cadre de la politique énergétique des États-Unis. En effet, l'Irak est le deuxième pays du Moyen-Orient quant aux réserves officielles de pétrole, derrière l'Arabie saoudite. L'Irak, avec 115 milliards de barils de réserves pétrolières, soit 11 % des réserves mondiales connues de pétrole, ou 17 % des réserves pétrolières du Moyen-Orient, demeure une source majeure d'approvisionnement en pétrole². L'Arabie saoudite, avec ses 265 milliards de barils de pétrole en réserves, possède 25 % des réserves mondiales, tandis que les Émirats arabes unis et le Koweït possèdent chacun environ 9 % des réserves mondiales. C'est dire

² Paul Krugman dans « L'Amérique dérape », insiste sur la radicale nouveauté dans la vie politique américaine de cette image, médiatisée à outrance, du Président en uniforme.

² Babette Stern, « le pétrole, l'autre enjeu du conflit », Le Monde, 19 Septembre 2002.

que cette région contrôle environ les deux tiers des réserves mondiales de pétrole¹. Si on y ajoute le pétrole du bassin de la mer Caspienne, cette région recèle les trois quarts des réserves connues de pétrole mondial².

D'autre part, ayant vaincu l'Iran en 1988, l'Irak se retrouve en situation de force dans la région du Golfe. Doté d'une armée expérimentée et disposant d'un fort potentiel technologique, l'Irak peut prétendre exercer un rôle de premier plan dans le monde arabe. Or, l'Irak a résolument fait le choix de se rapprocher des nations européennes, en particulier de la France, qui l'a aidé durant le conflit avec l'Iran, et des Etats asiatiques (Japon, Chine). En effet, Bagdad accorde à ces pays un statut privilégié en matière d'échanges économiques et de coopération dans le domaine pétrolier. Cela signifie à terme, un déclin de l'hégémonie américaine dans le Golfe et une remise en cause du rôle des compagnies anglo-saxonnes sur la politique pétrolière. Et cela à un moment où l'effondrement du bloc soviétique fait disparaître la menace soviétique, réelle ou supposée, qui justifiait la présence américaine à la fois dans un grand nombre de pays européens, sous couvert de l'OTAN, ou dans les Etats arabes dits pro-occidentaux. C'est dans ce contexte qu'est née la politique d'affaiblissement du potentiel économique et militaire de l'Irak et l'idée de renverser le pouvoir baassiste pour installer à Bagdad un régime pro-américain.

Par ailleurs, en 1989, deux ans avant l'affaire de Koweït, les Etats-Unis et leurs propagandistes lancent une intense campagne diplomatique et médiatique de dénonciation autour du prétendu "nouveau danger irakien". La chute du bloc soviétique aura pour conséquence de précipiter le scénario. Désormais les Etats-Unis préparent l'après guerre froide qu'ils conçoivent comme un ordre mondial américain. Dans ce contexte, mettre la main sur le pétrole Irakien devient un but prioritaire.

Puissance indépendante au cœur d'une zone stratégique, l'Irak a tout uniquement le tort d'être un obstacle aux visées états-uniennes dans la région. C'est tout le sens du piège tendu à Bagdad avec l'affaire de Koweït (août 1990) et de la guerre qui va suivre l'occupation de l'émirat, en janvier 1991. Depuis la guerre contre l'Irak, les Etats-Unis ont

¹ Les réserves mondiales connues de pétrole sont environ 1000 milliards de barils, alors que celles du Moyen Orient sont de l'ordre de 664 milliards de barils.(US Department of energy, Energy information administration.)

² Les réserves de pétrole connues du bassin de la mer caspienne sont de l'ordre de 30 milliards de barils. Cependant, les réserves possibles pourraient se chiffrer à 235 milliards de barils. Voir Babette Stern, op. cit.

marqué leur territoire. Ils se sont puissamment installés militairement dans la région du Golfe sous le couvert d'alliances militaires qu'ils ont imposées aux monarchies locales, ce qui n'est pas sans provoquer un profond mécontentement dans la population¹. En même temps, on connaît l'intérêt que portent les Etats-Unis au pétrole caspien et les efforts qu'ils déploient pour se rapprocher de cette région et influencer le choix des routes qui achemineront l'or noir caspien

La politique des Etats-Unis à l'égard de l'Irak a pour fondement la stratégie pétrolière de Washington. Ce n'est sans doute pas un hasard si des représentants de l'opposition irakienne en exil, proches des Etats-Unis et, pour certains, liés au lobby pétrolier états-unien, ont déclaré que, en cas de renversement du pouvoir irakien, les compagnies pétrolières françaises, européennes et russes n'auraient plus aucune facilité en Irak. Que ces déclarations, jugées inopportunes par Washington, aient été démenties n'enlève rien au fait qu'elles ont été prononcées et traduisent bien la réalité. Depuis longtemps, l'Irak a été un obstacle à la politique de Washington. C'est cet obstacle qu'ils voudraient réduire. Ce pays a commis le crime de contester la suprématie américaine et la punition doit être assez dure pour servir de leçon à tout pays qui serait tenté de suivre son exemple.

En outre, l'Irak était le dernier bastion, ou l'ultime témoin, d'un fort courant nationaliste arabe qui, avec Nasser en Egypte et le parti Baas en Syrie et en Irak, s'est manifesté à partir des années 1950. Ce courant qui a séduit une large partie des masses arabes, a été vigoureusement combattu par les Etats-Unis aux yeux desquels ce mouvement, et ce mouvement seul, pouvait durablement compromettre leurs objectifs au Proche-Orient. Il est constant que ce nationalisme arabe, progressiste et laïc, a suscité des sympathies dans de nombreux pays en Europe où, pour des raisons géopolitiques évidentes, les Etats sont plus intéressés par les évolutions sociopolitiques d'un monde proche oriental, notamment arabe, qui est leur voisin et auquel plusieurs d'entre eux sont traditionnellement liés par de puissants facteurs historiques, humains, sociaux et culturels.

Face à ce nationalisme arabe, les Etats-Unis ont cru pouvoir instrumentaliser des groupes intégristes religieux, servant d'excellents repoussoirs, propres à écarter l'Europe du monde arabo-musulman. L'utilisation de l'intégrisme a été une tentation états-unienne

¹ C'est notamment le cas à Bahreïn et en Arabie saoudite, mais également chez l'ancien protégé Koweïtien. Selon un récent sondage, 75 % des Koweïtiens considèrent Ben Laden comme un Héros plutôt qu'un terroriste.

afin d'éviter la mise en place d'une coopération solide entre le monde arabe et ses voisins du Nord de la Méditerranée. Né sur le terreau des frustrations et des humiliations, l'intégrisme religieux présente la double particularité d'avoir été favorisé par la politique américaine au Proche-Orient et, en même temps, d'avoir souvent bénéficié du soutien, plus ou moins discret de Washington, qui a probablement joué les apprentis sorciers. Après les événements du 11 septembre 2001, les Etats-Unis ont immédiatement utilisé ce drame pour brandir la prétendue "menace de l'Islam". Ils ont diabolisé l'Islam de façon à enrôler dans une nouvelle croisade un certain nombre de pays occidentaux incapables de faire la différence entre une poussée extrémiste, conjoncturelle et surévaluée, et l'ensemble du monde musulman qui est d'ailleurs loin d'être homogène.

L'idée première est de détruire l'Irak pour affaiblir le monde arabe au profit d'Israël. Wolfowitz déclare « *ce qui est bon pour Israël est bon pour les Etats-Unis* »¹ Plus largement, l'objectif poursuivi vise à permettre aux Etats-Unis de maintenir et consolider leur présence militaire dans le Golfe en organisant une guerre dont l'objectif consisterait à installer un régime pro-américain à Bagdad pour verrouiller le dispositif géopolitique régional dans la perspective d'un plan pour un « Grand Moyen Orient » visant à remodeler un ensemble artificiel qui, ignorant les lignes de fracture entre les mondes arabe, turc, perse ou pakistanais, s'étendrait des frontières de l'Inde au Maroc. Les attaques contre Washington et New York du 11 septembre 2001 ont donné aux Etats-Unis une occasion inespérée de présenter leurs visées stratégiques comme un combat contre un prétendu "axe du mal" dans lequel sont compris des pays qui n'ont aucune responsabilité dans le terrorisme.

Le Grand Moyen Orient : un projet très contesté

La lutte contre le terrorisme est donc devenue une excuse pour proposer une division du monde fondée sur la distinction entre les Etats qui suivent inconditionnellement les Américains dans la guerre contre "le mal" et les Etats "voyous" censés incarnés le mal. Le motif de faire la guerre à l'Irak pour combattre le terrorisme était d'ailleurs si peu crédible auprès de la communauté internationale que les Etats-Unis ont soutenu parallèlement que leur but est d'éviter la prolifération des armes de destruction massive. Mais outre le fait qu'il a été prouvé que l'Irak ne disposait pas de telles armes, le

¹ Propos rapportés dans le film de William Karel : « Le Monde Selon Bush » 2004.

principe même du désarmement de ce pays pose problème. En effet, le désarmement de l'Irak a également pour but de faire en sorte que l'Irak ne puisse pas jouer son rôle au service de l'équilibre des forces dans la région.

De surcroît, désarmer l'Irak, alors qu'aucun autre pays arabe ne dispose de moyens militaires sérieux, revient à affaiblir le monde arabe et à laisser la suprématie militaire au Proche-Orient aux deux meilleurs alliés des Etats-Unis : l'Etat d'Israël et la Turquie. Après la chute du gouvernement nationaliste à Bagdad, en mai 2004, les Etats-Unis ont installé un pouvoir composé de collaborateurs et de représentants des divers partis ethniques et religieux, en attendant l'élaboration d'une nouvelle Constitution qui consacrerait un fédéralisme qui menacerait du même coup l'unité de ce pays.

Dans ces conditions, le vrai problème est celui de la politique des Etats-Unis à l'égard du monde arabe. La nation arabe a le sentiment d'être victime de la politique anglo-saxonne depuis un siècle. En effet, la liste des ressentiments est longue : la trahison des promesses faites aux Hachémites lors de la Grande Révolte durant la première Guerre mondiale ; l'encouragement du sionisme suivi de la création de l'Etat d'Israël en Palestine, puis le soutien constant et partial à l'Etat d'Israël ; la lutte conduite par les Etats-Unis contre les régimes nationalistes qui appelaient les Arabes à relever la tête et à s'unir ; le pillage des richesses pétrolières arabes ; la mise sous tutelle de la plupart des régimes arabes ; la volonté permanente d'empêcher la constitution d'une force arabe, économique ou militaire dans un contexte régional marqué par le surarmement de l'Etat d'Israël, doté de l'arme nucléaire, du Pakistan, de l'Iran ou de la Turquie. L'occupation de l'Irak par les Etats-Unis et les graves atteintes aux droits de l'homme qui entachent cette occupation (torture des prisonniers, arrestations arbitraires, répression de la Résistance...) constituent des griefs supplémentaires.

Dès lors les Arabes pressentent que cette occupation est le prélude à un remodelage de la carte du Proche-Orient. En effet, le Washington Post¹ notait que l'Irak « n'est que la première pièce du puzzle. Après avoir évincé Saddam Hussein, les Etats-Unis auraient plus de force d'appui pour agir contre la Syrie et l'Iran. Le but n'est pas uniquement un nouveau régime en Irak mais l'établissement d'un nouveau Proche-Orient. ». Les contours de ce Proche-Orient remodelé seraient encadrés par Israël, la

¹ Article dans le Washington Post du 11 septembre 2002.

Turquie et l'Irak occupé qui rejoindrait ainsi l'axe stratégique israélo-turque dans une sorte d'alliance, qui rappellerait le Pacte de Bagdad de 1955¹.

D'autant plus que, les Etats-Unis pourraient s'employer à reprendre pied en Iran et, avec leurs alliés israéliens et turcs, mettre au pas la Syrie, voire à favoriser sa partition sur des bases ethniques ou religieuses. En outre, sous prétexte de combattre le Hezbollah au Liban, Israël aurait le feu vert pour réoccuper une partie du Sud-Liban tout en favorisant la division du Liban sur des bases confessionnelles. Enfin, le nouvel axe pro-étatsunien pourrait englober la Jordanie, à laquelle serait proposée d'annexer une partie de l'Arabie saoudite, laquelle fait l'objet à Washington d'un plan de partition en trois ou quatre zones. Dans ces conditions, il n'y aurait plus aucune puissance arabe et le champ serait libre pour les seuls alliés stratégiques des Etats-Unis.

En somme, le projet du « Grand Moyen-Orient » a pour principal objectif de renforcer l'emprise des Etats-Unis sur l'ensemble de cet espace géopolitique : sur son pétrole, sur ses marchés, et donc sur ses régimes. L'installation de bases militaires est un élément essentiel de cette stratégie. Le soi-disant « clash des civilisations », qui a son épice dans la région, et la lutte contre le terrorisme, constituent autant d'alibis pour la reconquête néocoloniale des pays de la région, et, au-delà, de l'Afrique et de l'Asie.

Par ailleurs, la crise de Suez, en 1956, et les deux chocs pétroliers (1973,1979) allaient confirmer le statut d'enjeu stratégique du pétrole, pour toute la deuxième moitié du XXème siècle. Cependant, en réaction aux chocs pétroliers, la plupart des grands pays ont diversifié leur production d'énergie mais le pétrole reste néanmoins incontournable et représente de ce fait un enjeu indéniable.

La stratégie du pétrole

Les nationalisations des années 70, ont marqué le retour des Etats sur la scène pétrolière. Aujourd'hui encore, les pays producteurs tentent en permanence d'écarter les compagnies des négociations préférant discuter d'Etat à Etat. Ainsi, la plupart des contrats font l'objet d'un accord préalable, puis la gestion est confiée à des entreprises désignées.

¹ Le Traité d'Organisation du Moyen-Orient, plus communément appelé « Pacte de Bagdad », a été signé le 24 février 1955 par l'Irak, la Turquie, le Pakistan, l'Iran, et le Royaume-Uni. Le pacte sera rebaptisé Traité d'Organisation Centrale. Cette alliance contraint les nations aussi bien à la coopération mutuelle et la protection qu'à la non-intervention dans les affaires des autres. Son but était de contenir l'union soviétique en ayant une ligne d'Etats forts sur sa frontière sud.

En effet, dans la mentalité américaine, l'obtention du statut de superpuissance est due, et cela est vrai, aux efforts constants de son peuple. Tout sera alors fait pour le conserver puisqu'il est légitime. Le pétrole est la clé de cette puissance comme décrit auparavant, donc la stratégie américaine vise au contrôle maximum de ses capacités d'approvisionnement en pétrole, soit exploitation des gisements et acheminement. Ces batailles sont surtout politiques, diplomatiques et financières, mais n'excluent pas l'engagement armé comme cela s'est produit en Irak.

Par ailleurs, jusqu'en 1948, la production pétrolière des Etats-Unis équilibrait leur consommation intérieure. Dans les vingt-cinq années qui suivirent, la production doubla pendant que la consommation triplait. La politique d'autosuffisance pétrolière conduite avant-guerre ne pouvait donc plus être menée. Elle fut remplacée par une politique de sécurisation des approvisionnements. Raison pour laquelle les états occidentaux ont noué des liens privilégiés avec les Etats fournisseurs. Un de ces liens privilégiés est constitué par les accords de défense et de fournitures d'armement de haute technologie. Le lien stratégique ainsi créé, est favorable à la sécurité des approvisionnements.

Les États-Unis sont donc dans la position inconfortable de devoir importer chaque jour 10,7 millions de barils ou 54 % de leur consommation quotidienne. En 1990, cette dépendance américaine à l'extérieur n'était que de 40 %. Avant 1948, les États-Unis étaient même un exportateur net de pétrole. Les choses ont bien changé puisque les réserves américaines en hydrocarbures ont été surexploitées (3 millions des 4 millions de forages pétroliers et gaziers dans le monde l'ont été aux États-Unis).

De plus, au rythme où les États-Unis produisent et consomment du pétrole, ils se dirigent tout droit vers une crise énergétique majeure d'ici une décennie. En effet, les États-Unis exploitent leurs réserves de pétrole au rythme d'une production totalisant 3,3 milliards de barils par année. Avec des réserves pétrolières connues qui ne dépassent guère 22 milliards de barils, les États-Unis atteindront le fond du baril entre 2008 et 2010, si aucun autre dépôt pétrolier d'importance n'est découvert en territoire américain.

Ainsi donc, pour les américains, l'accès aux sources énergétiques est d'un intérêt vital, afin de subvenir non seulement à leur consommation domestique, mais aussi aux besoins sans cesse croissants de leur industrie, alors que les propres réserves des Etats-Unis ont une durée de vie maintenant de plus en plus limitée et qu'ils ne souhaitent surtout

pas les entamer. Les États-Unis deviennent de plus en plus vulnérables à des perturbations dans l'approvisionnement international en pétrole, au moment même où les réserves intérieures officielles de pétrole sont en baisse. En effet, les États-Unis consomment 25 % du pétrole produit mondialement, mais ils n'ont qu'un peu plus de 2 % des réserves connues de pétrole. En dix ans, de 1990 à 2000, les réserves américaines connues de pétrole sont même passées de 26 milliards de barils à 22 milliards de barils. On peut comparer ces chiffres avec les 49 milliards de barils de pétrole que la Russie est réputée posséder en réserve.

Par ailleurs, pour s'assurer de cet approvisionnement, il est nécessaire de sécuriser les sources actuelles, mais aussi de les diversifier. La sécurisation peut aujourd'hui être considérée comme acquise : d'une part, la présence militaire américaine, qui il y a encore vingt cinq ans, se composait essentiellement d'une présence navale dans l'Océan Indien et dans le Golfe Arabo-persique, s'est considérablement renforcée depuis la Guerre du Golfe qui a justifié le déploiement de ces forces ; A titre d'exemple, le Qatar est devenu l'une des plus grandes bases américaines du monde. Et d'autre part, les Américains ont renforcé leur présence sur le plan commercial surtout dans le secteur des ventes d'armes tout en réduisant l'influence des pays européens qui, contraints de participer, directement ou indirectement, aux opérations militaires, se sont discrédités auprès du monde arabe. L'approche géopolitique des Etats-Unis dans cette partie du monde vise à créer un nouveau système d'alliance avec les Etats non arabes : Israël, Turquie, demain Iran ou, peut-être un Etat kurde qui, à la faveur de l'occupation de l'Irak, serait porté sur les fonds baptismaux par Washington afin de mieux balkaniser la région.

Le principal volet de cette stratégie consiste à assigner un rôle aux diverses zones de production du monde. Les ressources nationales américaines doivent être préservées pour ménager le futur et constituer une réserve stratégique fiable. Les gisements du Moyen-Orient sont la source d'approvisionnement principale. Cette région est incontestablement entre les mains des Américains après la prise de l'Irak et leur présence militaire dans les monarchies du golfe. Et pour consolider leurs positions dans la région en question, les États-Unis disposent d'un allié de taille : Israël.

LE PROBLEME PALESTINIEN :

Les Etats-Unis : Rôle de médiation ou alignement sur les positions Israéliennes :

Depuis la Guerre d'Octobre 1973, Washington a fourni à Israël un soutien en diminuant celui qui était donné aux autres états. En effet, Israël a été le plus grand bénéficiaire de l'aide économique directe et de l'assistance militaire annuelles depuis 1976, et est au total le plus grand bénéficiaire depuis la Seconde Guerre Mondiale, pour un montant de plus de 140 milliards de dollars (en 2004). Ainsi, Israël reçoit environ 3 milliards de dollars par an en aide directe, soit environ un cinquième du budget de l'aide étrangère, et une somme d'environ 500 dollars par an par Israélien. Cette largesse heurte particulièrement depuis qu'Israël est maintenant un Etat industriel riche avec un revenu par personne à peu près égal à celui de la Corée du Sud ou de l'Espagne.

Dans le domaine militaire, les Etats-Unis ont fourni à Israël presque 3 milliards de dollars pour développer des systèmes d'armements, et lui ont donné l'accès à des armements top niveau comme les hélicoptères Blackhawk et les avions de combat F-16 d'une part, et d'autre part elles mettent à leur disposition les renseignements militaires auxquels même les alliés de l'OTAN n'ont pas accès, tout en fermant les yeux sur l'acquisition par Israël d'armes nucléaires. Ajouter à cela que la plupart des bénéficiaires de l'aide attribuée à des fins militaires doivent la dépenser en totalité aux Etats-Unis, alors qu'Israël est autorisé à utiliser environ 25% de son attribution pour subventionner sa propre industrie de la défense. Israël est aussi le seul bénéficiaire qui n'a pas à justifier comment l'aide est dépensée, d'où l'incapacité pour Washington d'empêcher que l'argent soit utilisé pour des besoins auxquels les Etats-Unis s'opposent, comme par exemple la construction de colonies en Cisjordanie.

De plus, Washington fournit également à Israël un soutien diplomatique constant. En effet, depuis 1982, les Etats-Unis ont usés de leur droit de veto à 32 reprises contre des résolutions du Conseil de sécurité défavorables à la politique de ce gouvernement, soit plus que l'ensemble des veto formulés par tous les autres membres du Conseil de sécurité. Elles ont ainsi, dans le cadre du soutien, bloqué les efforts des Etats Arabes pour mettre l'arsenal nucléaire israélien sur l'agenda de l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (AIEA) et ont pris son parti aussi bien en temps de guerre et que dans les négociations de paix avec les arabes.

Ainsi donc, d'autres groupes avec des intérêts particuliers sont parvenus à biaiser la politique étrangère, mais aucun pays n'est parvenu à la détourner aussi loin de ce que l'intérêt national pourrait suggérer, tout en convainquant simultanément les Américains

que les intérêts des Etats-Unis et ceux de l'autre pays - dans ce cas-ci, Israël - sont essentiellement identiques.

On pourrait supposer que la relation entre les deux pays est basée sur des intérêts stratégiques communs ou des impératifs moraux irrésistibles, mais aucune de ces interprétations ne peut expliquer le niveau remarquable du soutien matériel et diplomatique que fournissent les Etats-Unis. Au lieu de cela, l'impulsion de la politique des Etats-Unis dans la région dérive presque entièrement de la politique domestique, et en particulier des activités du 'Lobby Israélien'.

Finalement, imaginons que les États-Unis fassent un revirement à 180° et prennent soudain le parti des Palestiniens, et les soutiennent comme ils l'ont fait avec les Kosovars (albanais) contre les Serbes qui, d'ailleurs, étaient, comme les Israéliens, plus riches et plus « occidentaux » que leurs adversaires. Quel impact cela aurait-il ? Au Proche-Orient, la principale accusation contre les États-Unis est d'être manipulés par les israéliens, par conséquent, si Washington changeait de position, l'hostilité contre les États-Unis, y compris concernant le contrôle du pétrole, ne pourrait même plus être formulée. C'est pourquoi la notion d'Israël comme « allié stratégique » n'a aucun sens. Ceci nous conduit à la réponse que cette influence est dûe au poids du « lobby pro-israélien », est plus proche de la vérité, mais n'est pas l'entière vérité.

Pour obtenir une image complète, on doit comprendre pourquoi le lobby fonctionne aussi efficacement qu'il le fait, et cela dépend de facteurs extérieurs aux actions du lobby lui-même. Le lobby pro-israélien ne fonctionne pas comme les autres lobbys, par exemple, les lobbys de l'industrie du pétrole et de l'armement, ce qui est une des raisons pour lesquelles il est facile de nier l'impact du lobby pro-israélien, tant qu'on ne comprend pas comment s'exerce son influence.

Le poids du lobby juif :

Bien sûr, comme les autres lobbys, le lobby pro-israélien fournit des fonds aux campagnes électorales et son pouvoir dérive en partie de sa capacité à cibler les gens au Congrès qui ne respectent pas sa « ligne ». Mais s'il n'y avait que cela, il pourrait aisément être défait.- en effet, il y a d'autres sources de fonds pour les campagnes électorales, les grands lobbys industriels par exemple, et si l'on pouvait affirmer que des candidats pro-israéliens sont payés pour servir les intérêts d'un autre État, leurs adversaires pourraient

dénoncer les gens qui reçoivent de l'argent du lobby comme des sortes d'agents d'une puissance étrangère. Imaginez un lobby profrançais, prochinois ou projaponais qui essaierait d'influencer de manière significative le Congrès américain. Il est certain que l'argent à lui seul ne peut suffire à donner une telle influence à un lobby.

Aucune analyse de ce Lobby ne serait complète sans l'examen d'une de ses armes les plus puissantes: l'accusation d'anti-sémitisme. En effet, toute personne qui critique les actions d'Israël ou argue du fait que les groupes pro Israéliens ont une influence significative sur la politique Moyen-orientale des Etats-Unis a une forte chance d'être traitée d'antisémite.

L'affirmation même de l'existence d'un Lobby Israélien peut entraîner le risque d'être accusée d'anti-sémitisme, bien que les médias israéliens fassent référence au 'Lobby Juif' en Amérique. En d'autres termes, le Lobby se vante d'abord de son influence et attaque ensuite toute personne qui attire l'attention sur lui. C'est une stratégie très efficace car l'anti-sémitisme est une chose dont personne ne veut être accusé. Par conséquent la force du lobby pro-israélien réside en partie dans cette seconde ligne de défense, qui est elle-même liée à son influence sur les médias, qui peuvent diaboliser tout individu critique du lobby. Mais même cela pourrait être aisément combattu - tous les médias ne sont pas sous l'influence du lobby, et plus important encore, les médias ne sont pas tout-puissants : au Venezuela, ils sont anti-Chavez mais Chavez remporte régulièrement les élections. En France, les médias étaient en grande majorité en faveur du « oui » pour le référendum sur la Constitution Européenne et pourtant le « non » l'a emporté. Le problème, et c'est la raison pour laquelle le lobby pro-israélien est si efficace, est qu'il exprime une vision du monde qui n'est que trop largement acceptée par trop d'Américains. Après tout, rien n'est plus ridicule que d'accuser quelqu'un d'antisémitisme parce qu'il veut ou professe mettre les intérêts de l'Amérique au-dessus de ceux d'Israël. Pourtant, il est probable que l'accusation serait efficace, mais seulement parce des années de lavage de cerveau ont prédisposé les gens à considérer les intérêts américains et israéliens comme identiques - même si, au lieu de parler « d'intérêts », on dise parfois «valeurs».

Associée à cette identification s'ajoute une vue systématiquement hostile du monde arabo-musulman, qui à la fois accroît l'efficacité du lobby et est en partie le résultat de sa propagande. Malgré tous les débats sur l'anti-racisme et le « politiquement correct », il y a un manque presque total de compréhension du point de vue arabe sur la Palestine, et en

particulier, sur l'aspect raciste du problème. C'est cette triple couche de contrôle (les dons sélectifs d'argent, la carte de l'antisémitisme, et l'intériorisation) qui donne au lobby sa force spécifique. C'est pourquoi il est si simple également de nier sa force en disant par exemple que, de toute évidence, « les Juifs ne contrôlent pas l'Amérique ». C'est vrai, mais le contrôle direct n'est pas la manière dont cela fonctionne.

Réduire l'importance du lobby nécessiterait un changement de la mentalité américaine vis-à-vis des populations du Proche-Orient et vis-à-vis de l'Islam, tout comme achever la guerre du Vietnam a nécessité un changement dans la vision que l'on avait des Asiatiques. Mais rien que cela aurait un effet humanisant sur la culture américaine. Il est vrai qu'un changement dans la politique américaine vis-à-vis du conflit israélo-palestinien ne changerait rien à l'impérialisme traditionnel - les États-Unis soutiendraient encore les élites dominantes partout et feraient pression sur la plupart des pays pour qu'ils fournissent un « climat favorable aux investissements ». Mais le conflit au Proche-Orient, impliquant l'Irak, l'Iran, le Liban, la Syrie, la Palestine, a tous les aspects d'une guerre religieuse - avec l'Islam d'un côté et le sionisme comme religion occidentale plus ou moins laïque de l'autre. Et les guerres de religion tendent à être, de toutes les guerres, les plus brutales et les plus incontrôlables. Ce qui est en jeu dans la dé-sionisation de l'esprit américain, ce n'est pas seulement le sort des malheureux habitants de la Palestine (Palestiniens et Israéliens) mais aussi des souffrances indescriptibles pour les gens de cette région et peut-être pour le reste du monde.

Ainsi donc, à l'aune de ce qui a été démontré auparavant, il s'avère qu'à Washington, les décisions à propos du monde Arabo-musulman sont prises en fonction de ses enjeux stratégiques et économiques, et aussi de sa compréhension des logiques propres à ces sociétés. Réciproquement, il est illusoire de chercher à comprendre jusqu'à l'intérieur de ces sociétés sans intégrer une composante géopolitique, à savoir l'attitude de la première puissance mondiale. Bien clairement, cette intrication est encore plus forte aujourd'hui.

4^{ème} PARTIE :

ECHEC DU CONCEPT D'OUVERTURE AU MONDE ARABO-MUSULMAN

Il serait opportun de préciser à ce stade que, l'analyse qui fait l'objet de cette étude n'est pas applicable à tous les pays musulmans. En effet, certains pays arabes n'ont

pas attendu l'impulsion américaine pour commencer leur démocratisation, à leur manière, comme notamment le Qatar, Bahreïn, Oman. D'autres ont réussi à trouver un équilibre entre respect des traditions ancestrales et marche vers le développement et la modernité.

L'exemple le plus illustratif est celui du Royaume du Maroc, qui a depuis longtemps déjà dépassé cette phase initiale d'instauration de la démocratie, et est aujourd'hui en phase de consolidation de cette démocratie déjà acquise. Non seulement, en tant que Royaume moderne et Etat de droit, il est moins vulnérable aux dilemmes de cette politique américaine, mais surtout il constitue l'exemple donné par ces mêmes administrations américaines de par sa stabilité sociopolitique et son modernisme. Et dans ce sens, leurs propos à son égard sont des plus élogieux.

En effet ce Royaume qui a su concilier avec brio, grâce à la clairvoyance de ses Rois, respect de l'identité et développement, se distingue aujourd'hui pour les américains en « modèle de la démocratie » dans le monde arabe. Et sur ce point, l'ancien ambassadeur américain au royaume chérifien déclara au mois de novembre 2000 : « *en ce qui concerne le Maroc, nous sommes très enthousiasmés par l'expérience démocratique. Au ministère des Affaires étrangères, nous sommes persuadés que le Maroc est probablement la meilleure expérience démocratique en cours au Moyen-Orient* »¹. Quand au président Bush, il annonça en novembre 2003 que : « *Les États-Unis comptent prendre de nombreuses et importantes mesures pour renforcer leurs relations avec le royaume [du Maroc], notamment des mesures visant le développement de la coopération économique et militaire, ainsi qu'en matière de lutte antiterroriste. Les États-Unis sont également sur le point de concéder au Maroc la considération d'allié de longue durée.* »².

Il y a un large consensus pour reconnaître que la démocratie s'enracine mieux quand elle est le fruit d'un processus interne. Dans le cadre de ce mémoire, la compréhension des dégâts considérables occasionnés sur la marge de manœuvre des régimes qui peinent dans l'application de politiques dites modernistes visant à la construction de sociétés homogènes est un élément fondamental. En effet, les

¹ Voir « Transcript: U.S. Envoy to Morocco on U.S.-Maghreb Trade (Gabriel promotes Eizenstat Initiative) » [« Transcription : Représentant américain au Maroc discute du commerce entre les États-Unis et le Maghreb (Gabriel promeut l'Initiative Eizenstat) »], 16 novembre 2000.

² *Associated Press*, 20 novembre 2003.

normalisations sociétales, l'amélioration des conditions de vie et surtout l'adoption de politiques en cohérence avec les desseins de la nation arabe sont les éléments de base qui conditionnent le statut de la légitimité gouvernementale. Surtout que les Etats-Unis ont crû pouvoir instrumentaliser, à tort, ce pouvoir qu'ils avaient à légitimiser ou à décrédibiliser les dirigeants arabes pour satisfaire leurs visions politiques.

La stratégie américaine et les dirigeants arabes : une politique des alliances ou le bras de fer ?

Si les régimes arabes réussissent à garder le contrôle de leurs sociétés, la politique étrangère des Etats-Unis les place dans une situation proche de la déstabilisation. Dans les cercles diplomatiques arabes, les difficultés américaines dans la gestion du chaos irakien deviennent de plus en plus inquiétantes, surtout que la nature de l'intervention américaine a complètement changé. Celle-ci montre en effet peu d'intérêts pour les complexités locales, y compris pour un problème aussi essentiel que la question palestinienne, puisque tout est subordonné à une guerre contre le terrorisme aux limites floues et à l'extension infinie.

Ces perspectives sont périlleuses pour les dirigeants pour qui la politique étrangère est un élément essentiel. La guerre froide naissante a offert aux divers régimes jouant l'alliance avec l'un ou l'autre des deux grands, la possibilité de bénéficier de rentes militaires, technologiques ou économiques essentiels à leur pérennisation. La seconde guerre froide, à la fin des années 1970, a favorisé la stabilisation du système régional après le réalignement égyptien et la montée en puissance saoudienne. C'est ainsi que le rapport avec les Etats-Unis a été utilisé par les états arabes pour résister à Israël ou pour obtenir des concessions, sous pression américaine dans les tentatives de résolution du conflit Israélo-palestinien.

Cependant, la fin de la guerre froide a affaibli durablement ces stratégies, et la position des Etats-Unis en tant qu'unique superpuissance devient une variable essentielle car elle conditionne la marge de manœuvre des acteurs régionaux. Le début de la décennie 1990 n'apporte pas de réponse claire, Washington semblant osciller entre la soumission à la communauté internationale et la tentation de l'unilatéralisme. Ces incertitudes permettent aux états du monde arabe de continuer à bénéficier du parapluie américain et des aides qui en découlent. Mais c'est pourtant dans la seconde moitié des années 1990 que l'antiaméricanisme commence à croître dans le monde arabe, à mesure que les espoirs

de résolution de la question palestinienne se dissolvent, que les perspectives de bâtir une zone économique prospère au Moyen Orient s'estompent et que la politique américaine en Irak dévoile son unilatéralisme. Les états arabes proches des Etats-Unis se sont dès lors trouvés dans une situation très inconfortable.

Le dilemme s'approfondit encore après le 11 Septembre, lorsque l'administration Bush ne s'embarrasse plus de considérations régionales complexes, mais raisonne à partir de ses seuls intérêts et entend des régimes arabes une mise à jour de leurs institutions et une collaboration totale. Le système régional arabe, qui avait su conserver une forme d'autonomie, en particulier dans la capacité des acteurs régionaux à conduire quelques politiques en fonction d'intérêts propres, se retrouve totalement subordonné.

Par ailleurs, la proximité de l'administration Bush avec Israël supprime tout espoir de voir les Etats-Unis faire des pressions sur Tel-Aviv pour obtenir des concessions dans le dossier palestinien, surtout après la seconde Intifada ou les médiations arabes (par sympathie, par intérêt ou sous pression de leurs opinions publiques) se figent en incapacité, d'où un immobilisme déstabilisateur des régimes alors que les sociétés sont inondées par les images d'affrontements dans les territoires occupés. Dès lors, le potentiel de légitimation externe – accès privilégié au décideur américain, rôle de médiateur entre israéliens et Palestiniens, aide économique ou appui au sein des organisations financières internationales-, que tiraient de cette situation des pouvoirs à la légitimité déjà bien entamée, s'affaiblit encore un peu plus.

C'est ainsi que la marge de manœuvre des acteurs régionaux, relégués au rang d'états faibles au vu du différentiel de puissance avec les Etats-Unis s'amenuise également : le statut de défenseur des droits arabes de l'Egypte, revendiqué par le président Moubarak dans sa relation avec les Etats-Unis, est remis en cause ; Les accords militaires signés après 1991 entre les Etats du Golf et Washington, dans le cadre de l'assistance militaire acceptés par leurs dirigeants au nom de considérations sécuritaires, deviennent un poids insoutenable compte tenu de la nouvelle politique étrangère américaine. Dans un tel contexte, la relation de sujétion ne peut-être affichée sans risque

de déstabilisation, surtout que les américains se refusent à toute concession dans le conflit israélo-palestinien et se lancent dans des aventures régionales, comme en Irak.¹

Dés lors, le plan de paix du prince héritier abdallâh, accepté par le sommet arabe de Beyrouth de mars 2002, ainsi que diverses initiatives égyptiennes constituent autant d'appels aux dirigeants américains pour qu'ils prennent en compte les frustrations et les préoccupations des peuples de la région et cessent d'enfermer leurs alliés arabes dans des situations inextricables. En mai 2003, l'annonce du retrait des forces américaines d'Arabie Saoudite peut-être considéré comme une première concession, qui vise à réduire la présence symbolique des Etats-Unis dans un pays déstabilisé par les attentats contre les étrangers. Paradoxalement, les régimes arabes, qui ont jusqu'à présent peu tenu compte de leurs opinions, s'en viennent à se forcer à faire les porte paroles vis-à-vis de Washington.

Ces réactions ne sont ne sont pas obligatoirement viables à terme et en complément de la politique de sujétion de la région pratiquée par la puissance américaine, le cercle des néo-conservateurs, qui ont acquis une forme d'hégémonie dans le débat intellectuel à Washington, avancent des idées de transformation du Moyen Orient. Selon eux, les Etats-Unis se sont naguère alliés avec des régimes politiques sur lesquels ils se posaient peu de questions, du moment que ceux-ci s'alignaient à leurs politique et stabilisaient le contexte régional. Or il s'est avéré, pour les américains, que certains de ces régimes par leurs liens avec l'extrémisme islamiste ont rendu possible les attentats du 11 Septembre. De surcroît, les américains ne dédaigneraient pas de voir émerger d'autres dirigeants, mieux disposés à leurs égard et moins compromis avec les islamistes, à l'heure où les successions se profilent, en particulier au Koweït, en Arabie Saoudite et dans les Emirats².

Les pays arabes découvrent donc, avec stupeur et effroi, les effets de la nouvelle détermination américaine dans la guerre contre le terrorisme, dans laquelle ils se retrouvent impliqués : les Etats-Unis sont présent au cœur de la région (Irak) et à sa périphérie (Afghanistan, Asie Centrale), dessinant un encerclement étouffant. De plus les américains envisagent une présence durable par le biais de gouvernements qui leurs sont favorables tels l'Irak et l'Afghanistan, occupés militairement, et osent désormais se

¹ Egypte et Arabie saoudite ont justifiés vis-à-vis de leur sociétés civiles leur engagement aux cotés de la coalition anti-Irakienne en 90-91 au nom des effets positifs de ce choix, en particulier pour la question palestinienne.

² Le Prince Abdallah, respecté dans son pays et dans le monde arabe, est fortement critiqué aux Etats-Unis.

montrer intrusifs et ne craignent plus d'intervenir, au nom du concept d'action préemptive, dans le fonctionnement interne des régimes alliés.

La stratégie américaines et les sociétés musulmanes : promotion de la diversité culturelle ou incitation à la haine ?

En effet, après l'année 2002 qui avait déjà montré que la réflexion américaine sur le devenir du monde arabe était intense et que la méfiance touchait, par delà l'Irak, et autour des thématiques de transformation (ou de démocratisation) de la région, jusqu'aux alliés traditionnels des Etats-Unis, le monde arabe s'est trouvé à partir de l'année 2003 au cœur des préoccupations de l'hyperpuissance américaine et d'une administration désireuse de déployer de manière unilatérale sa force pour défendre ses intérêts nationaux. Arguant de leurs responsabilités comme leader du monde libre, Ils toujours considéré un mandat de l'ONU comme souhaitable mais non indispensable. Madeleine Albright avait résumé leur position par la formule : « *Unilatéraux quand nous le pouvons, multilatéraux quand nous le devons* »¹. Sous l'administration Bush, la formule est, semble-t-il, inversée². Les régimes arabes se sont ainsi retrouvés critiqués, à tort pour certains, non seulement pour leur autoritarisme, mais aussi, et surtout, pour leur responsabilité dans la montée de l'antiaméricanisme qui a rendu possible les attentats contre les intérêts américains. Ces régimes se retrouvent fragilisés et donc impuissants à concrétiser certaines politiques internes, et parallèlement, ils sont confrontés à l'indignation de leurs sociétés civiles qui réagissent avec force et colère aux événements régionaux dans lesquels s'illustre la puissance militaire américaine, en.

Dés lors, la relation triangulaire entre les régimes, les sociétés et des Etats-Unis se trouve ainsi frappée d'une grande instabilité. Jusqu'à présent, ces derniers avaient préservé l'équilibre de cette relation en acceptant que les régimes gardent une marge de manœuvre interne ou obtiennent des concessions, en particulier sur la question israélo-palestinienne, qui les légitimaient vis-à-vis de l'opinion publique. Désormais, les équilibres de la relation ne préoccupent plus Washington, qui laisse la charge de l'ajustement aux seuls régimes arabes. De plus, ces derniers sont condamnés à s'aligner sur les positions américaines sous peine d'être accusés d'appartenir à l'axe du mal, voire

¹ Citée dans l'ouvrage : « Washington et le monde : dilemmes d'une superpuissance », Pierre Hassner et Justin Vaïsse, Ed. Autrement, 2003.

² Selon les auteurs ci-dessus, elle serait plutôt : « Unilatéraux quand nous le pouvons, multilatéraux quand nous le devons. »

même d'être sanctionnés. Les régimes arabes se retrouvent donc en porte à faux dans la gestion de leurs systèmes politiques, du fait de la remise en cause du subtil équilibre entre contraintes internes et alignement externe, ainsi tout rapprochement du monde occidental et toute tentative d'implantation de politique moderniste visant un développement socio-économique sont considérés par leurs opinions comme l'acceptation résignée de la puissance américaine donc contestés.

Les origines de l'Antiaméricanisme :

Dans un rapport intitulé « Responses to Transnational Threats » (Réponses aux menaces internationales), en date d'octobre 1997, des experts du département américain de la Défense sont arrivés à la conclusion suivante, citée par William Blum¹: « *Les données historiques montrent une forte corrélation entre l'engagement américain sur la scène internationale et l'accroissement des attentats terroristes contre les États-Unis.* » Huit ans auparavant, Jimmy Carter établissait, de son côté, une corrélation entre l'activisme américain au Moyen-Orient et la haine que les habitants de cette région vouent aux États-Unis²: « *Nous avons envoyé des marines au Liban et il suffit d'aller au Liban, en Syrie ou en Jordanie pour constater [...] la haine intense que beaucoup de gens éprouvent pour les États-Unis parce que nous avons bombardé et tué sans merci des villageois totalement innocents - femmes, enfants, fermiers et ménagères - dans les villages autour de Beyrouth... Résultat : nous sommes devenus une sorte de Satan dans l'esprit de ceux qui ont un profond ressentiment. C'est ce qui a précipité les prises d'otages et quelques-unes des attaques terroristes - qui étaient tout à fait injustifiées et criminelles.*». On ne peut pas dire que les Américains aient beaucoup fait, depuis, pour améliorer leur image dans cette région, où ils sont aujourd'hui beaucoup plus détestés qu'il y a quinze ans.

De plus, Deux sondages Réalisés en mai et juin 2004 par l'institut américain Zogby International³ auprès de 3 300 hommes et femmes dans six pays arabes (Maroc, Liban, Jordanie, Arabie saoudite, Émirats arabes unis et Égypte), confirment cette option et traduisent la méfiance, teintée d'un mélange de haine et de crainte, de l'opinion publique arabe vis-à-vis de la première puissance mondiale, et démontrent, chiffres à l'appui, cette progression de l'antiaméricanisme dans le monde arabe et islamique.

¹ Dans son ouvrage « L'Etat voyou », (éd. L'Aventurine, Paris, 2002).

² Dans un article publié par le New York Times du 26 mars 1989

³ « Arab Attitudes towards Political and Social Issues, Foreign Policy and the Media » et « Impressions of America 2004 : How Arabs View America ».

On y apprend, par exemple, qu'en Égypte, l'un des principaux alliés de Washington dans la région, 98 % de la population a une opinion défavorable des États-Unis. Ce taux était de 76 % dans un sondage similaire réalisé par le même institut il y a deux ans. À l'exception des Émirats arabes unis et du Liban, où l'image des States s'est améliorée de quelques points, les autres pays ont enregistré une nette hausse des avis négatifs, qui sont ainsi passés de 87 % à 94 % en Arabie saoudite, de 61 % à 88 % au Maroc, et de 61 % à 78 % en Jordanie. Ces trois pays sont pourtant considérés comme des pays amis de Washington. Au Liban, pays multiconfessionnel, le ressentiment à l'égard des États-Unis est plus fort au sein de la communauté musulmane (75 %) que chrétienne (69 %), mais il demeure globalement assez élevé.

Si, dans la plupart des pays sondés, la technologie, la liberté, la démocratie, l'éducation, le cinéma, la télévision et les produits made in USA sont plutôt appréciés, la politique de Washington envers les Arabes, les Palestiniens et l'Irak, ainsi qu'en matière de lutte contre le terrorisme, est fermement condamnée, recueillant les plus bas taux d'opinions favorables.

Interrogés sur les questions qui déterminent le plus leur attitude envers les États-Unis, la plupart des interviewés ont mis en avant la politique américaine en Irak (de 79 % en Arabie saoudite à 88 % au Maroc), envers les Palestiniens (de 71 % en Jordanie à 89 % au Maroc) et le traitement réservé par Washington aux Arabes et aux musulmans (de 61 % en Jordanie à 90 % au Liban).

Concernant les motivations qui auraient poussé les États-Unis à faire la guerre en Irak, les réponses les plus fréquentes (dans quatre pays sur cinq) sont le « pétrole » et la « protection d'Israël ». Seuls les Saoudiens estiment que la « volonté d'affaiblir le monde musulman » a joué un rôle tout aussi important que le désir de mettre la main sur le pétrole. La « paix », la « stabilité », la « prévention contre les armes de destruction massive » ou encore la « démocratie » ne sont perçues comme importantes que par un pourcentage nettement plus faible des sondés.

S'agissant du transfert de souveraineté en Irak, seule une minorité pense qu'il constitue un « changement positif » (de 2 % en Arabie saoudite à 16 % au Liban). La majorité pense qu'il s'agit d'un « changement cosmétique » (de 51 % au Liban à 73 % en Arabie saoudite), qui provoquera « davantage de désordre » (de 17 % aux Émirats à 28 %

au Liban). En outre, une majorité pense que la guerre en Irak amènera une recrudescence des actes terroristes contre les États-Unis (64 % des Libanais, 90 % des Saoudiens). Seuls 25 % des Libanais (taux étonnamment élevé), 8 % des Jordaniens, 5 % des Marocains, 4 % des Émiratis et 2 % des Saoudiens estiment que cette guerre pourrait dissuader le terrorisme antiaméricain. Apportera-t-elle pour autant plus de démocratie en Irak ? Une infime minorité (4,2 %) répond par l'affirmative, contre une écrasante majorité (65,8 %) de non. À la question de savoir si cette guerre a amélioré le bien-être des Irakiens, le plus haut taux de réponses positives a été enregistré au Liban (seulement 6 %), contre un «non» massif dans tous les pays, variant de 71 % au Liban à 91 % au Maroc.

Ainsi donc, la conclusion qui s'impose après la lecture des résultats des deux sondages est la suivante : les Arabes, ou une majorité d'entre eux ne détestent pas tant les Américains - ni d'ailleurs « l'American Way of Life » ou « l'American Dream », appréciés par tous les jeunes à travers le monde - que la puissance américaine : unique, prééminente, arrogante et menaçante. Cette haine n'est pas une réaction épidermique, passionnelle et irrationnelle. Les sondages de Zogby International le montrent clairement : les Arabes et les musulmans, notamment les jeunes de moins de 30 ans et les femmes, ont une bonne opinion des valeurs américaines (liberté, démocratie, sciences, technologie...). On ne peut donc soutenir l'idée, chère aux néoconservateurs, selon laquelle les Arabes ont une opinion négative des Américains « parce qu'ils détestent leurs valeurs ».

Et parmi les actions de l'US Army « qui peuvent transformer un Arabe en fanatique, en terroriste, en dénigreur de "l'Amérique, le Grand Satan" », William Blum cite, dans son ouvrage cité ci-dessus : la destruction en vol de deux avions libyens en 1981 ; les bombardements de Beyrouth en 1983 et 1984 ; le bombardement de la Libye en 1986 ; le bombardement et le coulage d'un navire iranien en 1987 ; la destruction en vol d'un avion de ligne iranien en 1988 ; la destruction en vol de deux autres avions libyens en 1989 ; le bombardement massif du peuple irakien en 1991 ; la poursuite des bombardements et des sanctions contre ce pays, puis son occupation militaire depuis 2003 ; les bombardements du Soudan et de l'Afghanistan en 1998, puis l'occupation de l'Afghanistan à partir de 2001 ; l'aide militaire massive et le soutien inconditionnel à Israël malgré les exactions de l'État hébreu dans les territoires palestiniens ; le « deux poids deux mesures » appliqué au terrorisme d'État pratiqué par Israël ; la condamnation préalable de toute forme de résistance arabe souvent assimilée à du terrorisme ; les pressions

incessantes contre l'Iran, la Syrie et la Libye à cause de leur opposition à l'État hébreu ; l'enlèvement et/ou l'assassinat, dans des pays musulmans, d'hommes opposés à leurs desseins et intérêts ; et leur présence militaire et technologique dans certains de ces pays.

En fait, les Arabes et les musulmans en veulent aux Américains de les avoir soumis à l'oppression militaire, politique et économique. Et, n'en déplaise à Bush et aux siens, la détestation des États-Unis est une réaction tout à fait rationnelle, logique - et, pourrait-on dire, légitime - à des actions perpétrées par l'hyperpuissance américaine dans le monde arabo-musulman.

CONCLUSION

En conclusion, ce qui caractérise l'approche géopolitique des États-Unis au Proche-Orient est la volonté de maintenir le monde arabe plus bas que l'herbe, de l'empêcher de s'unir et de constituer une puissance qui serait naturellement proche des nations européennes, en particulier la France, pour des raisons tenant aussi bien à l'histoire, à la géopolitique et aux facteurs socioculturels. A cet égard, il est remarquable que les intérêts géopolitiques des États-Unis et des autres nations industrialisées, soient diamétralement opposés sur tous les points. C'est peu de dire qu'en fait, le jeu des États-Unis est globalement hostile à la nation arabe. En conséquence, la pax americana ne régnera pas dans un Proche-Orient où Washington n'a que deux buts clairement affichés : la mainmise sur le pétrole et l'alliance stratégique avec Israël. Aucun de ses buts ne correspond aux attentes du peuple arabe et la politique des États-Unis conduit à l'emballement de la logique d'un choc des civilisations et à un mécontentement d'une ampleur telle qu'il pourrait bien constituer un nouveau facteur d'embrasement de cette partie du monde.

Selon l'ancien président sud-africain et Prix Nobel de la paix, Nelson Mandela, *"ceux sont les États-Unis de George W. Bush et non l'Irak de Saddam Hussein qui menacent la paix mondiale"*. Cette menace est la conséquence de l'unilatéralisme de l'hyperpuissance états-unienne. C'est ce qu'a bien compris la France qui a pesé de tout son poids lors de la crise irakienne (septembre 2002-mars 2003) pour faire en sorte d'éviter une attaque contre l'Irak et redonner la main à l'Organisation des Nations unies. La suite des événements a donné raison à Paris : L'occupation de l'Irak a tourné à un quadruple fiasco.

Politiquement, les Etats-Unis n'ont jamais autant été aussi haïs dans le monde (et pas seulement arabe), d'autant plus qu'ils accordent leur soutien aveugle à un gouvernement israélien dont la politique extrémiste nourrit un climat de forte tension. Moralement, les tortures infligées aux prisonniers irakiens et les mensonges cyniques qui ont conduit à la guerre contre l'Irak les ont discrédités. Economiquement, le cours du pétrole s'est envolé. Sur le plan de la sécurité, les G1's sont embourbés dans une guerre coloniale et sont confrontés à une farouche Résistance tandis que l'Irak est devenu un nouvel eldorado pour des groupes terroristes dont les activités débordent les frontières. Dans ces conditions, le sommet du G8, qui s'est tenu du 6 au 10 juin 2004 à Sea Island, et au cours duquel les Etats-Unis comptaient imposer leur concept du « Grand Moyen Orient », a constitué un échec pour Washington. La France, dont l'opposition à l'invasion de l'Irak s'est révélée des plus judicieuses, a clairement mis en garde contre le danger de réformes imposées aux pays du Proche-Orient, lesquels n'ont pas besoin de « missionnaires de la démocratie car il n'est pas de formule toute faite qu'on pourrait transposer d'un pays à l'autre ».

Selon le président Chirac, qui partage les mêmes préoccupations que les grandes capitales arabes (Riad, Le Caire, Damas), il appartient à chaque nation d'étudier les réformes éventuelles qui lui conviennent si l'on ne veut pas par des ingérences extérieures favoriser la déstabilisation des sociétés arabes et musulmanes et faire le jeu des extrémistes. Finalement, la résolution finale du G8 s'est limitée à une vague déclaration d'intention en faveur d'un partenariat avec les pays proche-orientaux qui le souhaitent afin d'appuyer les réformes « qu'ils ont décidé d'engager, en fonction de leur culture, de leur histoire, de leurs situations économique, sociale et politique ».

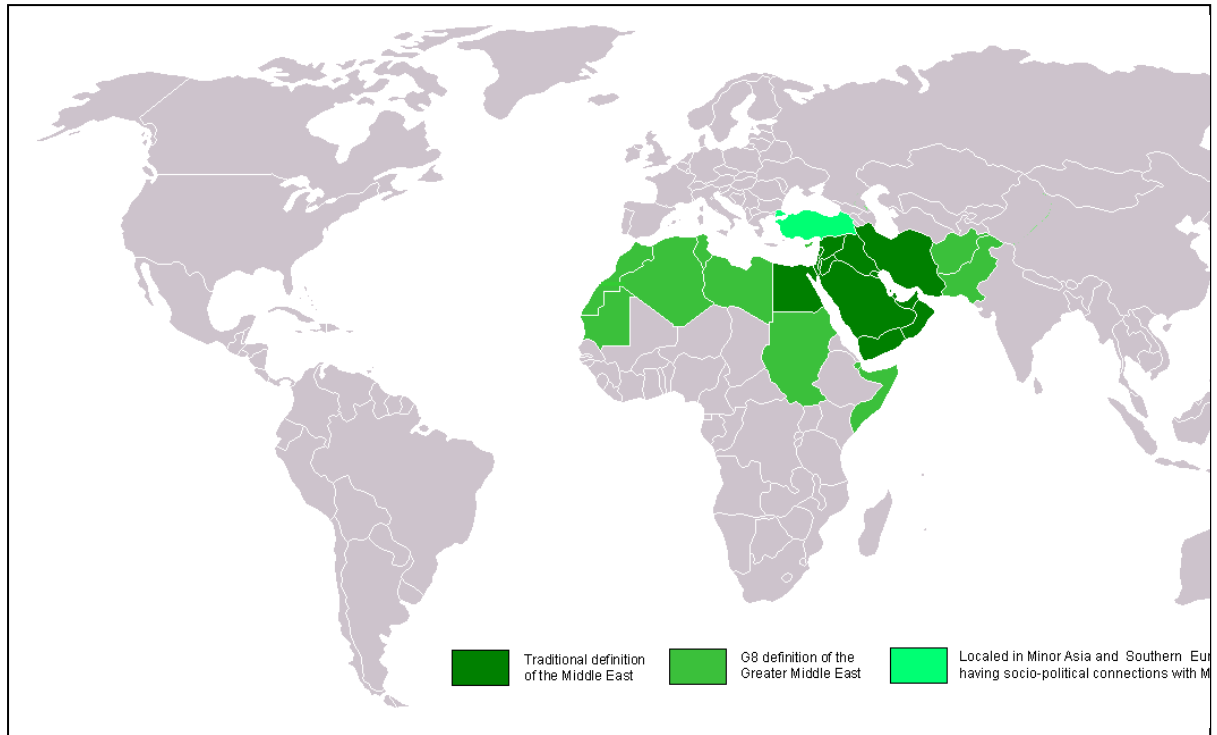
Le fantasme d'un « grand Moyen Orient » démocratique, libéral et pacifié, restera longtemps une utopie ; mais entre cette « vue de l'esprit » et le chaos qui menace, il y a place pour de nouveaux équilibres. Ceux-ci nécessiteront sans doute des concessions en faveur de la Syrie et de l'Iran, trop vite vilipendés et bafoués dans leurs intérêts comme dans leur statut régional. Ce qui obligera les autres puissances à jouer dans la région des rôles inédits pour elles de médiateurs, voire de « réconciliateurs ».

La conjoncture paraît enfin favorable à une grande négociation internationale sur le Moyen Orient, sous l'égide de l'ONU dont il faut réaffirmer solennellement la légitimité dans le règlement des conflits. Et face à la détermination des Etats-Unis d'imposer leur loi

sans tenir compte du droit international et de la communauté des nations, il faudra sans doute que la communauté internationale continue à faire preuve de courage et de clairvoyance pour faire en sorte que la politique de Washington au Proche-Orient soit autre chose que celle du porte-avions et de la force tant il est vrai qu'une telle politique ne peut que conduire à l'embrasement et en aucun cas à la construction d'un monde stable, mieux équilibré et plus prospère.

Ce faisant, les Etats-Unis n'ont pas compris ce que Robespierre voulait dire lorsqu'il écrivait que « *les peuples n'aiment pas les missionnaires armés* », c'est-à-dire qu'aucune intervention militaire ne remplacera pas l'indispensable effort politique et diplomatique, et que rien ne changera durablement dans la région tant qu'Israéliens et Palestiniens continueront de s'affronter. Une paix juste et durable entre les deux parties n'est évidemment pas une condition suffisante à la solution de tous les problèmes du Proche-Orient, mais elle en est sans aucun doute une condition absolument nécessaire.

ANNEXE 1

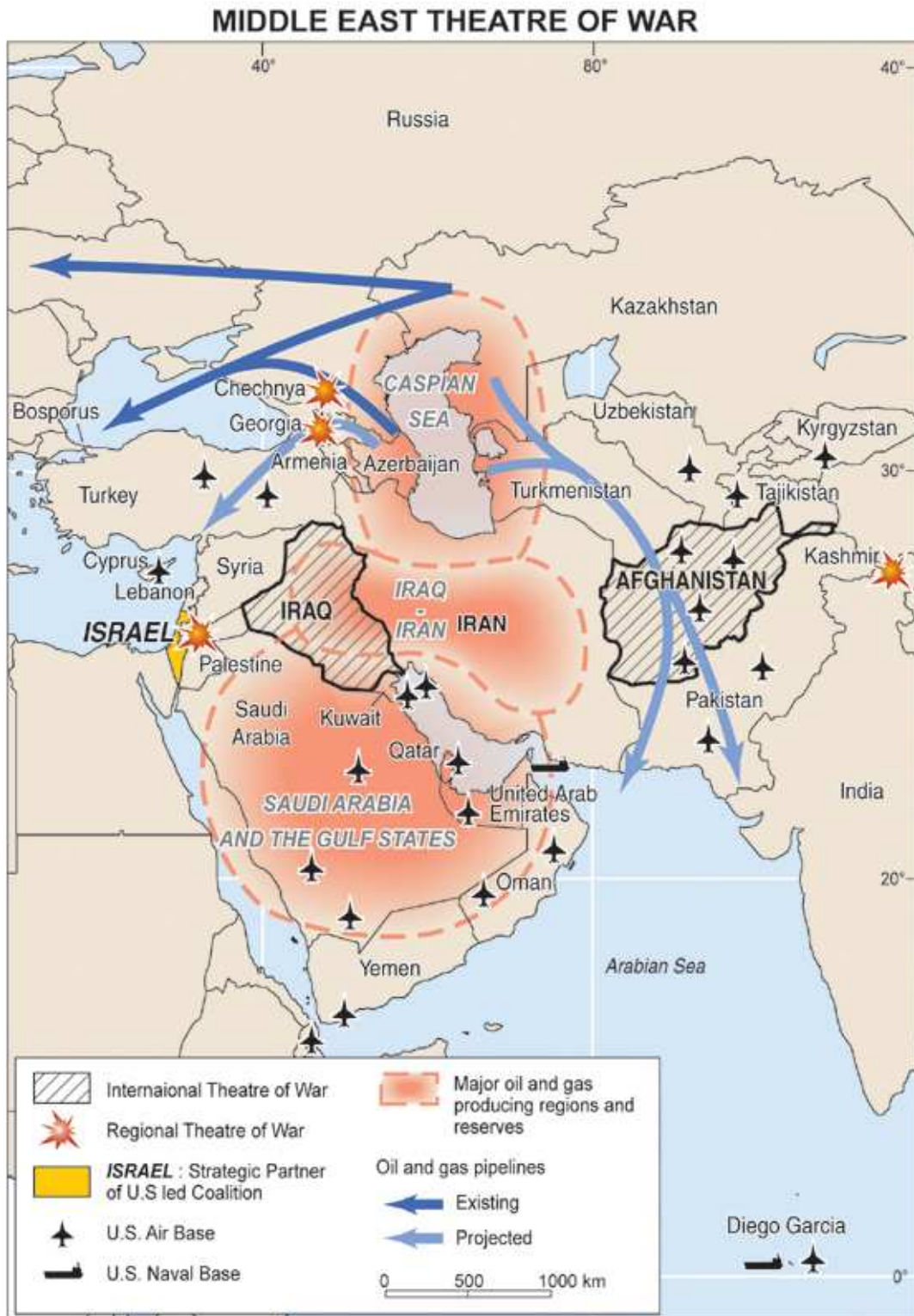


CARTE DE REMODELAGE DU MOYEN ORIENT



ROUTE OF THE BAKU-TBILISI-CEYHAN PIPELINE

ANNEXE 2



LE THEATRE DU MOYEN ORIENT

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

- HASSNER Pierre et VAÏSSE Justin, *Washington et le monde : Dilemmes d'une superpuissance*, Paris ; Editions Autrement, 2003.
- TERTRAIS Bruno, *Pla gurre sans fin : l'Amérique dans l'engrenage* , Paris , Editions du Seuil et La République des Idées, Janvier 2004.

Revue :

- Revue Française de Géopolitique (3), dirigée par CHAUPRADE Aymeric, *Géopolitique des Etats-Unis : Culture, interets, stratégies*, Paris ; Editions ellipses, Edition 2005.

Sites internet :

- [http:// www.foreignaffair.org](http://www.foreignaffair.org)
- [http:// www.strategicsinternational.com](http://www.strategicsinternational.com)
- [http:// www.foreignaffair.org](http://www.foreignaffair.org)
- [http:// fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)
- [http:// www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr)

TABLE DES MATIÈRES

<u>INTRODUCTION</u>	1
<u>I. LES PREMICES DE LA PRESENCE AMERICAINE</u>	4
<u>II. LES PARADOXES D'UNE SUPERPUISSANCE :</u>	5
La stratégie de sécurité nationale	5
La rupture du 11 Septembre	6
De la dissuasion à l'action préemptive	7
De l'action préemptive au changement de régime	9
<u>III. LES DILEMMES DE LA STRATEGIE US</u>	10
Les inconnues de la politique américaine	10
Le mensonge Irakien La stratégie de sécurité nationale	11
Le Grand Moyen Orient : un projet très contesté	14
La stratégie du pétrole	16
Le problème paléstinien	18
Les Etats-Unis : rôle de médiation ou alignement sur les positions Israéliennes	18
Le poids du Lobby Juif	20
<u>IV. ECHEC DU CONCEPT D'OUVERTURE AU MONDE ARABO-MUSULMAN</u>	22
Une politique des alliances ou la bras de fer	24
Les inconnues de la politique américaine	25
Promotion de la démocratie ou incitation à la haine	27
Les origines de l'Antiaméricanisme	28
<u>CONCLUSION</u>	31
<u>ANNEXES</u>	
Annexe 1 : Carte de remodelage du Moyen Orient / Pétrole	34
Annexe 2 : Le Théâtre du Moyen Orient	35

